



Allemagne2008

Où en sont l'Allemagne et la relation franco-allemande, « moteur de l'Europe » ?

La coopération entre la France et l'Allemagne est d'autant plus nécessaire que les visions nationales, européennes et mondiales de ces deux pays sont très opposées. Conception du « royaume » et de la République » d'un côté, conception impériale ethno-fédéraliste de l'autre.

Coopération nécessaire, pour éviter de graves conflits.

Coopération nécessaire, parce qu'après une phase de relative convergence et complémentarité de leurs intérêts nationaux, les deux pays tendent aujourd'hui à diverger fortement, de manière inquiétante.

Posons d'emblée que la coopération entre les deux pays a connu dès le début un très grave échec dans le domaine de l'apprentissage de la langue du partenaire.

Malgré toutes les structures bilatérales de concertation, malgré leurs innombrables réunions, malgré des déclarations fermes au plus haut niveau, il n'a jamais été possible d'obtenir, hors Sarre, que le français fût enseigné comme première langue étrangère offerte au même titre que l'anglais.

Nos partenaires fédéraux ont toujours invoqué leur Constitution (Bundesverfassung), la responsabilité quasi-exclusive des Länder en matière d'éducation et de culture.

Et nos partenaires fédérés dans les Länder, jusqu'en Bavière et dans le Bade-Wurtemberg, ont toujours invoqué les choix souverains des parents et la nécessité d'offrir des cursus harmonisés aux élèves qui passent d'un Land à l'autre.

C'étaient les Anglo-Saxons - ne sont-ils pas des Germains **pour partie** ? - qui avaient gagné la guerre.

Même sous de Gaulle, les Français ne comptaient plus guère.

En tout cas, on a très tôt constaté ce choix suicidaire des Européens pour ce critère de la modernité fluide : le tout-à-l'anglais. Qui est aussi celui des Français, parmi lesquels on trouve de moins en moins de jeunes qui parlent l'allemand, l'italien, l'espagnol...

Il n'est jamais trop tard pour essayer de renverser ces vapeurs !

Il faut refaire le point sur ce que Jean-Pierre Chevènement, dans son livre publié en 1996 : « France-Allemagne : parlons franc », nous disait de la relation franco-allemande dans les contextes européen et mondial.

Il fallait faire la paix. Il fallait une réconciliation et un rapprochement. Cela a été fait. Très loin en surface. En couvrant – touchant, effleurant ? – de très nombreux domaines. Mais il ne semble pas que cela ait pénétré en profondeur dans les deux nations, dans leurs mentalités collectives et leurs perceptions du voisin- partenaire.

Dans nos mouvements, nous sommes assez nombreux à avoir œuvré, et quelques-uns à œuvrer toujours, à la coopération franco-allemande. Nous n'en devons pas moins nous livrer à un examen lucide, sans excès de complaisance, des résultats de l'œuvre de rapprochement de tant de personnes des deux côtés du Rhin.

La réconciliation, l'entente, la coopération, l'amitié officielles, ont été longtemps menées et soignées avec constance par les deux gouvernements. On a pu parler de couple(s) franco-allemand(s) : de Gaulle-Adenauer, Giscard-Schmidt, Mitterrand-Kohl, et Chirac-Schroeder. Avec Mme Angela Merkel, nous ne sommes plus du tout à Bonn et sur le Rhin, mais à la fois dans les Länder de l'Est et à Berlin. A l'Ouest aussi, mais en sautant par-dessus la France, la Manche et l'Atlantique. Dans une affinité beaucoup plus grande - plus naturelle ? - avec les cousins germains nord-américains.

En 2007, on en est à entretenir, avec conscience mais un doute croissant, les convenances, les rites, du couple. Comme le vase fêlé de Sully Prudhomme, on s'efforce de ne pas le heurter, de peur qu'il ne tombe en morceaux.

Le couple a, certes, été fécond. La paix est là entre les deux « ennemis héréditaires ». Comme avec les Anglais. Une guerre, bien que l'avenir reste sur les genoux des dieux, paraît aujourd'hui peu vraisemblable. Cet acquis est énorme pour qui a connu un passé encore proche.

Le couple a aussi permis une bonne partie de la construction européenne, si précieuse aux yeux des partisans d'une Union à caractère fédéral.

A propos, insistons : ce n'est pas la construction européenne qui a apporté la paix entre la France et l'Allemagne, et sur le continent, c'est la volonté des deux partenaires de faire la paix qui a amené les premières créations européennes puis soutenu les suivantes.

Au couple, encore – certainement pas à « Bruxelles » - sont dus Airbus, Ariane, le Transall, divers équipements militaires communs, l'Eurocorps, des échanges de fonctionnaires, d'heureuses initiatives diplomatiques conjointes entraînant d'autres gouvernements.

Tout cela est avéré, bien que non encore suffisamment connu et reconnu.

Cela reste d'une inquiétante fragilité.

Depuis la chute du mur, et la réunification sur laquelle, au demeurant, M. Kohl n'a guère consulté ses partenaires, l'Allemagne est remontée très au-delà, très au-dessus, du « Wirtschaftswunder » et du « Wir sind wieder Wer » (nous sommes redevenus quelqu'un) du Chancelier Ludwig Erhard. François Mitterrand, qui – il faut le reconnaître - s'accommodait fort bien, tout comme François Mauriac et la quasi-totalité des Français, de l'existence de deux Allemagnes, a peut-être commis une faute en tentant, en 1989, d'au moins retarder les événements qui se précipitaient.

La fierté allemande retrouvée a fait sauter le couvercle-éteignoir de la repentance et a littéralement explosé en 2006, dans une fantastique floraison de drapeaux noir-rouge-or et une énorme vague d'enthousiasme, lors de la Coupe du Monde de football si bien organisée, terminée par une belle finale à Berlin, dans l'Olympiastadion des Jeux de 1936 et de la colère de Hitler devant la victoire du noir américain J. Owens.

Peut-être, incidemment, a-t-il mieux valu pour la relation franco-allemande, que le sort n'ait pas amené la Mannschaft et les Bleus à s'y affronter. Merci, en un sens, à la Squadra azzurra qui a éliminé les deux !

Le spectaculaire redressement économique de l'Allemagne, son retour comme grande puissance en la matière, l'apport – un jour officialisé ? - de l'Autriche, la reconstitution d'une sorte de « Mitteleuropa » ou « Mitropa » dans tout le centre et l'est du continent, ont changé toute la donne, dans la droite ligne des solides traditions germaniques d'ethnisme et de fédéralisme impérial. Sur ces bases, l'Allemagne commence à vouloir dicter sa volonté à l'Europe, et à exprimer clairement ce qu'elle attend de la France.

Quoi qu'il en soit, l'Allemagne moderne semble bien avoir tourné la page de son passé, toute honte bue et surmontée, toute « Vergangenheit bewältigt-beseitigt ». Alors que la France est encore plongée dans des repentances excessives dont il est urgent qu'elle émerge.

La relation franco-allemande forte fait sans doute partie de ces pages que les Allemands tournent sans trop d'états d'âme.

Les divergences réelles, occultées, masquées, diplomatiquement minimisées, ces dernières décennies, refont surface. Des journaux, outre-Rhin surtout, se mettent à les rappeler et rassembler. Au point d'en peindre un tableau inquiétant.

Le Bundestag ? Il ajouta au traité de l'Élysée du 22 janvier 1963 un « Préambule » qui le vidait en partie de sa substance en réaffirmant l'allégeance atlantique. Il n'est jamais revenu là-dessus.

L'économie et les grandes entreprises ? Chacun des deux pays reste le premier partenaire commercial de l'autre. Mais, dans une affaire aussi importante que les bourses des valeurs, la coopération a échoué. Les Allemands ont reproché au directeur français d'Euronext de préférer le NYSE (bourse de New York) à l'offre de fusion de la deutsche Börse. Les Français ont reproché à celle-ci de vouloir réaliser une simple intégration verticale à son profit. Amertume allemande devant le choix par le gouvernement français du groupe pharmaceutique SANOFI pour absorber le franco-allemand AVENTIS. Amertume française devant les efforts, finalement infructueux mais intenses, de Siemens, aidé par la Deutsche Bank, pour absorber sans vergogne son grand concurrent français, le joyau Alstom, lorsqu'il était temporairement au bord du dépôt de bilan. Discussions difficiles au sujet d'AREVA, de Siemens, et du nucléaire...

Les grandes réalisations communes telles Airbus et EADS, souvent vantées à juste titre ? Les luttes d'intérêts et de pouvoirs y éclatent au grand jour.

L'apprentissage de la langue de l'autre ? L'échec déjà évoqué est encore plus patent en 2007. L'aménagement linguistique dans les institutions de l'Union européenne ? En clair : pour lutter ensemble, avec d'autres pays du continent, contre la domination totale de l'anglais à Bruxelles et dans les échanges intra-européens ? Les Européens tiers craignent, pour leurs propres langues, les actions en couple des Allemands et des Français. Mais celles-ci sont quasi inexistantes. Les Allemands voient - non sans raisons - les Français viser un – illusoire – duopole anglais-français au détriment de la langue de Goethe. Les Français n'ont pas tort de rétorquer que les Allemands, appuyés sur des pays d'Europe centrale et orientale, essaient de prendre au français sa deuxième place à Bruxelles. Cette divergence d'intérêts se retrouve jusqu'au sein du réseau linguistique européen que nos diverses associations constituent pour mener des actions communes face à la pression des eurocrates pour le tout-à-l'anglais à laquelle le British Council ajoute son activisme efficace auprès des organes de l'UE.

L'Eurocorps ? Les premières années, ses deux langues de travail furent l'allemand et le français. Elargie récemment à quelques pays, aucun d'eux n'étant de langue maternelle

anglaise, cette unité s'est pourtant mise à l'américain langue commune, celle de l'« interopérabilité » avec les forces de l'OTAN, qui l'avaient exigé. Les responsables des deux pays se sont inclinés en silence. Soulagés ?...

L'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) ? Il se fatigue en routine, en roue libre. On n'en parle presque plus. Il ne contribue guère à augmenter le nombre des mariages mixtes, plutôt faible depuis quatre décennies dans un contexte de rapprochement volontariste. Ses propres publications font ressortir que, malgré tous ses efforts pour rapprocher les jeunes, ceux-ci partagent toujours les préjugés de leurs aînés à l'égard du partenaire privilégié.

Si l'OFAJ s'ouvrait lui aussi à d'autres pays continentaux, comme d'aucuns le proposent au nom de l'Europe, passerait-il lui aussi à l'anglo-américain ?

C'est que l'histoire de la relation franco-allemande est tissée d'arrière-pensées. Elles se révèlent en ce nouveau siècle.

Au XX^{ème} siècle, les gouvernements de la IV^{ème} République ont eu besoin de l'Allemagne pour la paix, pour la reconstruction de la France, et pour les débuts d'une construction européenne selon la vision des Jean Monnet, Robert Schuman, Konrad Adenauer, Alcide de Gasperi. La V^{ème} République du Général a eu besoin de l'Allemagne pour donner à la construction européenne dont l'Angleterre était écartée, une coloration très française, et un mentor ni américain ni anglo-saxon, mais français.

L'Allemagne a eu grand besoin de la France, presque autant, au début, que des Etats-Unis et de l'OTAN. Pour sa protection et sa reconstruction. Pour refaire ses forces. Pour redevenir présentable - « hoffähig » - c'est-à-dire pour recouvrer une légitimité démocratique, européenne, et diplomatique sur la scène politique européenne et mondiale. Pour accéder à de grands projets de haute technologie – de conception et initiative françaises - tels Airbus, Ariane, la construction d'avions et appareils militaires, le nucléaire civil. Pour travailler, sans rencontrer d'opposition à l'Ouest, à sa réunification et la faire ensuite aisément entériner. Pour construire une Europe non pas étroitement européenne, mais très ouverte à la fois à l'Est, à la Grande Bretagne, en fait au monde et à la « Weltpolitik ». Avec, pour l'ancien « nain politique », un rôle central sur le continent.

On voit bien aujourd'hui que le nœud du problème se situe dans la construction européenne et la relation avec les Etats-Unis.

Tout porte à croire que ce que veulent les dirigeants allemands est une Europe à l'anglo-américaine, un mélange de réseau viking, de maillage de chevaliers teutoniques et de grande Hanse de marchands dans un marché ouvert. Elle regarde depuis quelques décennies vers le monde entier. Le besoin vital de sécuriser ses approvisionnements en énergie et en matières premières, la puissance de son industrie, de son commerce, le premier rang mondial de ses exportations, la font se sentir à l'étroit dans cette Europe, même élargie au-delà des 27 et à la Turquie qu'elle souhaite, comme les Américains, accueillir, et dont elle a déjà reçu des millions d'immigrés.

Elle sait maintenant que cette Europe, qui lui est certes encore utile à la fois comme premier cercle privilégié et comme tremplin, est devenue trop petite pour elle.

Pour la France aussi l'Europe est trop petite, pour les mêmes raisons et pour d'autres, notamment politiques et culturelles. Simplement, les dirigeants français n'en ont pas encore pris autant conscience.

Mais alors, **pourquoi** les milieux dirigeants d'outre-Rhin avaient-ils approuvé - et veulent-ils aujourd'hui faire revivre dans ses principales dispositions - le projet mort-né de « constitution européenne » ?

Il semble admis que si ce projet avait pu être soumis au peuple allemand par un referendum, il eût été, sinon refusé comme en France et aux Pays-Bas, du moins accepté à une majorité beaucoup plus réduite que celle, imposante, qu'il a recueillie au Parlement à Berlin. Ce sont les partis et milieux dirigeants qui tiennent à ce projet fédéraliste, libéral et atlantiste.

Notons, du reste, que l'Allemagne n'a pas ratifié le projet constitutionnel, car sa Cour constitutionnelle a suspendu son feu vert à la présentation d'un projet définitif, donc déjà signé et ratifié par tous les autres membres de l'Union...

Pourquoi cet étrange attachement des milieux dirigeants à une constitution très fédérale dans laquelle les grandes décisions et la diplomatie sont collectives ?

Parce que le poids démographique et économique de l'Allemagne y serait, depuis le traité de Nice consenti par MM. Chirac et Jospin, bien supérieur à celui de la France. Même s'il était inférieur à celui d'une Turquie plus peuplée éventuellement admise. Parce que l'Allemagne a beaucoup plus de facilités que les autres pays pour trouver des majorités qui lui seraient favorables tantôt avec les pays anglo-saxons et d'Europe du nord, tantôt avec ceux du centre et de l'est, voire avec la Turquie.

Parce que l'Allemagne réunifiée – complètement, au moins aux yeux de ses voisins qui veulent se rassurer – se sent, malgré des perspectives de fécondité encore sombres, une Nation solide, peu divisée en elle-même, à nouveau fière d'être l'Allemagne, en position centrale, stratégique, d'empire continental fédératif.

Parce qu'elle est épargnée à l'intérieur par la politique régionaliste de Bruxelles. En effet, malgré le spectre agité à l'occasion, avec complaisance, de l'autonomisme du « Freistaat Bayern » (« Etat libre de Bavière »), l'Allemagne reste un pays germanique assez homogène de langue allemande. Aucune parcelle de son territoire n'est menacée par l'irréductibilité de voisins, dont certains, en revanche, comptent chez eux des communautés de langue allemande. D'où l'intérêt porté par l'Allemagne - et l'Autriche - au Comité européen des Régions, aux coopérations transfrontalières, ainsi qu'aux associations actives qui nouent et entretiennent des liens de plus en plus forts avec les minorités réputées germaniques du dehors.

Parce que son système fédéral, assez souple et efficace, se trouvait transposé dans l'échafaudage du « projet-Giscard ». Qui allait plutôt contre l'unité et les véritables intérêts de la France, de l'Espagne et du Royaume Uni, que contre ceux de l'Allemagne.

Parce que ce projet liait, selon le vœu allemand, les pays européens à l'OTAN et aux Etats-Unis dans un ensemble « occidental », impérial, euratlantique, d'orientation économique très « libérale » en théorie, favorable en fait aux économies-monde et aux multinationales. Un mélange de réseau viking, de plus grande Hanse, et de Saint-Empire américain-germanique.

C'est le « **partnership in leadership** » offert - dans un discours de Bush père - par les Etats-Unis à l'Allemagne, qui aurait un mandat de codirection sur l'Europe tout en gardant son « regard sur le monde ».

Inutile d'essayer d'analyser ce que voulait alors la France. Ou plutôt ce que voulaient « Monsieur 1% d'Estaing » et ses européistes prêts à abandonner la lourde charge du reste de souveraineté. Puisque – « qui qu'en grogne ! » - le peuple français, le 29 mai 2005, a manifesté à 55%, juste avant les Néerlandais, son rejet du projet.

Mais nous ne savons pas davantage ce que nos dirigeants veulent aujourd'hui pour la France, au moment où ils veulent présenter au simple vote du Parlement un « traité modificatif » qui reprend l'essentiel de la constitution européenne rejetée par le peuple.

Les milieux dirigeants allemands n'ont pas accepté ce rejet. Ils multiplient les pressions sur les principaux partis français sensibles au chant de la « Lorelei » pour sauver l'essentiel, aux yeux de tous ces alliés, du caractère fédéral de la « constitution Giscard ». En invoquant le « couple-franco-allemand-moteur-de-l'Europe » dont ils n'ont pourtant plus grand besoin aujourd'hui.

Le « Roi de Prusse » s'intéresse en fait toujours au travail accompli pour lui par des Français. La Chancelière n'était-elle pas allée jusqu'à déclarer avec force que le « traité » - auquel l'Allemagne tenait tel qu'il était - devait être adopté aussi par la France malgré le « non » osé en 2005, et que cette affaire devrait être « bouclée » en 2008, sous présidence française?

Tout cela fait, certes, un peu désordre dans l'irénique tableau familial des relations franco-allemandes.

Mais il est préférable de regarder la réalité en face.

Non pas pour renoncer, ce qui serait pire que tout. Il faut au contraire, avec la plus grande lucidité et sans illusion, avec une volonté ferme et constante, travailler franchement à revivifier cette relation dans le nouveau contexte.

C'est vital pour les deux nations.

Les projets communs ne manquent pas, à définir et à réaliser avec opiniâtreté, dans l'intérêt négocié des deux partenaires et, si possible, de leurs voisins. Projets d'infrastructures, projets industriels, économiques et sociaux, culturels et linguistiques...

Sans avoir Bruxelles sur le dos.

Multiplier les projets bilatéraux communs entre les deux grandes nations si différentes est le seul moyen de les rapprocher.

Leur « amitié » très officielle et superficielle ne suffit pas à faire converger durablement leurs intérêts.

Vouloir continuer à les enfermer ensemble en un « couple moteur » dans une Union européenne trop petite pour chacune d'elles, ce serait compromettre la paix entre elles et sur le continent.

Ce serait aussi assurer le succès du combat que les institutions de l'Union européenne mènent depuis des années, avec ou sans traité, mais avec l'aide effective des Anglo-Américains, de l'Allemagne, et de leurs alliés objectifs, contre le fait français en Europe et ailleurs.

Le « Saint-Empire américain de nations germaniques » contre le Royaume... devenu République.